

# 1 Enseignement supérieur et recherche : L'UVSQ en faillite ?

Le thème « Ville, Enseignement supérieur et Recherche » est pour Essor de Versailles un sujet important et d'investigation, récurrent depuis notre soirée-débat de 2006. De nombreuses villes ont compris l'apport bénéfique de la recherche et de l'enseignement supérieur pour le développement économique et social. Ainsi dans le département des Yvelines, Saint-Quentin en Yvelines (de l'ordre de 20M€ de subventions en 20 ans), Vélizy-Villacoublay, Rambouillet et Mantes-la-Jolie soutiennent activement et financièrement l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ). Elles estiment que le retour sur investissement est intéressant. Versailles est en reste sur ce sujet : elle a commencé à s'intéresser au logement étudiant mais pas encore à l'Université.

Essor de Versailles est reçue chaque année par la présidence de l'université et l'accueil est toujours bon ; cette année c'est le nouveau président Jean-Luc Vayssière qui nous a parlé de la stratégie et des préoccupations de l'UVSQ.

La géopolitique des alliances de l'UVSQ a évolué. Le Conseil d'Administration de l'Université a voté à l'unanimité moins une voix le 28 mai 2013 le retrait des Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur PRES Université Paris Grand Ouest UPGO (avec Cergy Pontoise) et UniverSud (avec notamment Paris Orsay). Cette décision confirme l'engagement de l'UVSQ dans le projet du Campus Paris-Saclay (<http://www.campus-paris-saclay.fr/>). La coopération avec Cergy-Pontoise se poursuit cependant dans le cadre de la fondation Patrima (qui comprend aussi le centre de recherche du Château) et avec la création de Sciences Po Grand Paris Ouest à Saint-Germain en Laye, dont la direction a toutefois été attribuée à Cergy-Pontoise. L'UVSQ se tourne clairement vers Paris Saclay, y compris pour les matières non scientifiques telles que le droit (avec Sceaux).

La coopération avec l'environnement territorial se poursuit, appuyée par une collaboration internationale avec Intel et « Solar Decathlon Europe 2014 » manifestation internationale sous l'égide du département de l'Énergie du gouvernement américain.

Le président de l'UVSQ ignore quelle est la stratégie de Versailles et plus globalement de VGP dans ce domaine du développement territorial. Les relations avec les acteurs de Versailles (Ville, VGP et château) demeurent difficiles. Le château et la chambre de commerce sont pourtant représentés au CA de l'UVSQ, mais la ville et VGP ne le sont pas alors que la communauté d'agglomérations de Saint-Quentin en Yvelines l'est.

La qualité de l'UVSQ est de plus en plus reconnue. Le dernier témoignage en date est son classement en tête des universités pour la réussite en licence. Mais comme beaucoup d'universités, sa situation financière est difficile, en partie parce qu'elle est de création récente.

Le président Vayssière fait, en toute transparence, un état des comptes et des difficultés pour boucler le budget de l'UVSQ avec les diverses aides de l'État, du département et de la région. Sur un budget de 140M€, 104 M€ sont consacrés à la masse salariale car l'université, de création récente, a dû financer les ajustements de statuts de personnels, surtout administratifs, embauchés comme contractuels faute de dotation initiale suffisante. Il y a ainsi aujourd'hui une sous-dotation par l'État de 148 postes. S'y ajoute la prise en charge des indemnités de chômage, à la place de Pôle Emploi, pour accompagner la réduction du nombre des personnels vacataires et les doctorants qui ne trouvent pas d'emploi après avoir été vacataires pendant leur thèse. Par ailleurs, les ressources propres obtenues par la taxe d'apprentissage sont en baisse à cause de la situation économique.

En 2012, l'UVSQ a affiché un déficit de 5,2M€, et elle n'a plus de réserves mobilisables. En dehors de la sous-dotation chronique en postes et en crédits de fonctionnement, les difficultés sont à rechercher dans les projets immobiliers.

La dynamique de développement de l'université a justifié des investissements très importants. Le choix fait pour des PPP (Partenariats Public Privé) pose pas mal de problèmes pour les universités car les contrats sont déséquilibrés à l'avantage des sociétés privées. Le PPP pour les bâtiments de Médecine et de Sciences de la Santé se déroule correctement, mais le loyer d'exploitation s'élève à 750 000€. L'observatoire de Versailles Saint-Quentin, centre de recherche sur les sciences de l'univers, a un coût de 900 000€. Et surtout le PPP avec COFELY sur l'efficacité énergétique et sur l'entretien des locaux, ne fournit pas la prestation attendue dans ce dernier point, pêche pour le suivi des intermédiaires et a finalement un coût trop important. Ce contrat de 25 ans se traduit par un surcoût annuel de 2 millions d'euro.

Les causes du déficit sont donc à la fois conjoncturelles et structurelles. Pour équilibrer les comptes et garder ainsi son autonomie, l'Université a pris des mesures conjoncturelles internes pour éviter que des coupes budgétaires ne soient imposées du dehors. L'UVSQ vient de renégocier le contrat COFELY sans pénalité de rupture de contrat et a réussi à diviser par deux le montant cumulé sur 25 ans, soit une réduction de 67 millions d'euros. Ce premier succès d'envergure témoigne de l'énergie consacrée depuis plus d'un an à redresser la situation budgétaire dans le cadre du plan pluriannuel de retour à l'équilibre, adopté en mai dernier par le conseil d'administration.

Ainsi un plan de réduction des dépenses de 7 millions entre 2014 à 2016 a été mis en place. Les dépenses de fonctionnement ont été réduites de 20%, des emplois ont été gelés et les départs non remplacés. Mais ces mesures doivent être poursuivies par des mesures structurelles et pluriannuelles permettant de réduire les dépenses

et augmenter les recettes. Pour le moment, le ministère de l'enseignement supérieur et celui de l'économie devraient faire une avance remboursable d'environ 5 millions d'€. C'est encore une action conjoncturelle.

Le président Vayssière a fait un courrier à toutes les collectivités pour évoquer ce déficit (voir [blog.educpros.fr/pierredubois/files/2013/05/UVSQ-Finances.pdf](http://blog.educpros.fr/pierredubois/files/2013/05/UVSQ-Finances.pdf)), pour qu'elles soutiennent davantage une université qui est de l'intérêt de tous et qu'elles permettent de pallier une partie du désengagement de l'État consécutif à la loi d'autonomie des universités. Qu'ont répondu Versailles et VGP ?

La Région a participé à quelques financements comme la bibliothèque du campus scientifique (le magazine de la ville en parle comme si c'était VGP qui l'avait fait), des bâtiments universitaires à Mantes (en partenariat avec le conseil général), des équipements de laboratoire, des bourses d'étudiants. Le conseil général apporte un soutien très actif. Le financement de VGP ne porte que sur des sujets périphériques : annonce de 150 vélos mis en libre-service et politique de construction de logements étudiants réalisés par la ville dans le cadre des logements sociaux.

VGP pourrait montrer son intérêt pour l'UVSQ en prenant une mesure de nature structurelle, par exemple financer une « chaire Versailles Grand Parc », sur un des thèmes chers à notre communauté, et utile pour l'emploi local, comme l'entretien du patrimoine. On peut aussi suggérer que la pépinière d'entreprises soit en relation avec les porteurs de projets de développement qui ont des liens scientifiques ou économiques avec

l'Université ou les établissements d'enseignement supérieur.

Versailles commence à parler de l'Université et nous nous en réjouissons. Le numéro de septembre du magazine Versailles contient un dossier de 6 pages sur le thème de l'enseignement qui revient tous les ans à la rentrée scolaire. Après deux pages sur le primaire qui dépend de la ville, on trouve pour la première fois 28 lignes sur l'université UVSQ, 10 lignes sur l'Université Inter Ages l'UIA (qui n'a pourtant rien d'une université !), 23 lignes pour le reste du supérieur, dont 4 lignes mélangeant les BTS qui se terminent par la délivrance d'un diplôme professionnel et les classes préparatoires qui ne préparent qu'à l'entrée dans les grandes écoles. Dommage pour l'enseignement technique ! La ville semble ignorer que ce qui distingue l'enseignement supérieur de l'enseignement secondaire, ici mélangés, c'est la recherche, et que c'est la recherche qui peut apporter un complément de développement économique. Donc rien sur la recherche dans ce numéro. Mais rien non plus sur le potentiel de VGP, en particulier sur HEC à Jouy en Josas. Le magazine de la ville ne parle que peu du secondaire, alors qu'on pourrait informer les parents des nouveautés comme l'introduction en terminale d'une option « Informatique et Sciences du numérique », pour répondre au développement des sciences.

Le guide des lycéens consacre, quant à lui, 7 pages à l'enseignement supérieur dont 2 pages pour l'Université.

Tous ces efforts restent à confirmer et les relations avec l'Université doivent se normaliser.